

Cote du document: EB 2021/LOT/P.11/Rev.1
Date: 29 décembre 2021
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt

État plurinational de Bolivie

Programme de renforcement de la résilience des familles rurales de Bolivie face aux changements climatiques

Numéro du programme: 2000002284

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Rossana Polastri
Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2291
courriel: r.polastr@ifad.org

Marco Camagni
Directeur de pays
téléphone: +51 993 490 483
courriel: m.camagni@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle
et relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
II. Description du programme	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
III. Risques	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	9
D. Soutenabilité de la dette	9
IV. Exécution	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication	11
C. Plans d'exécution	11
V. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VI. Recommandation	12

Appendices

- I. Convenio de financiación negociado
- II. Marco lógico
- III. Matriz Integrada de Riesgos del Programa

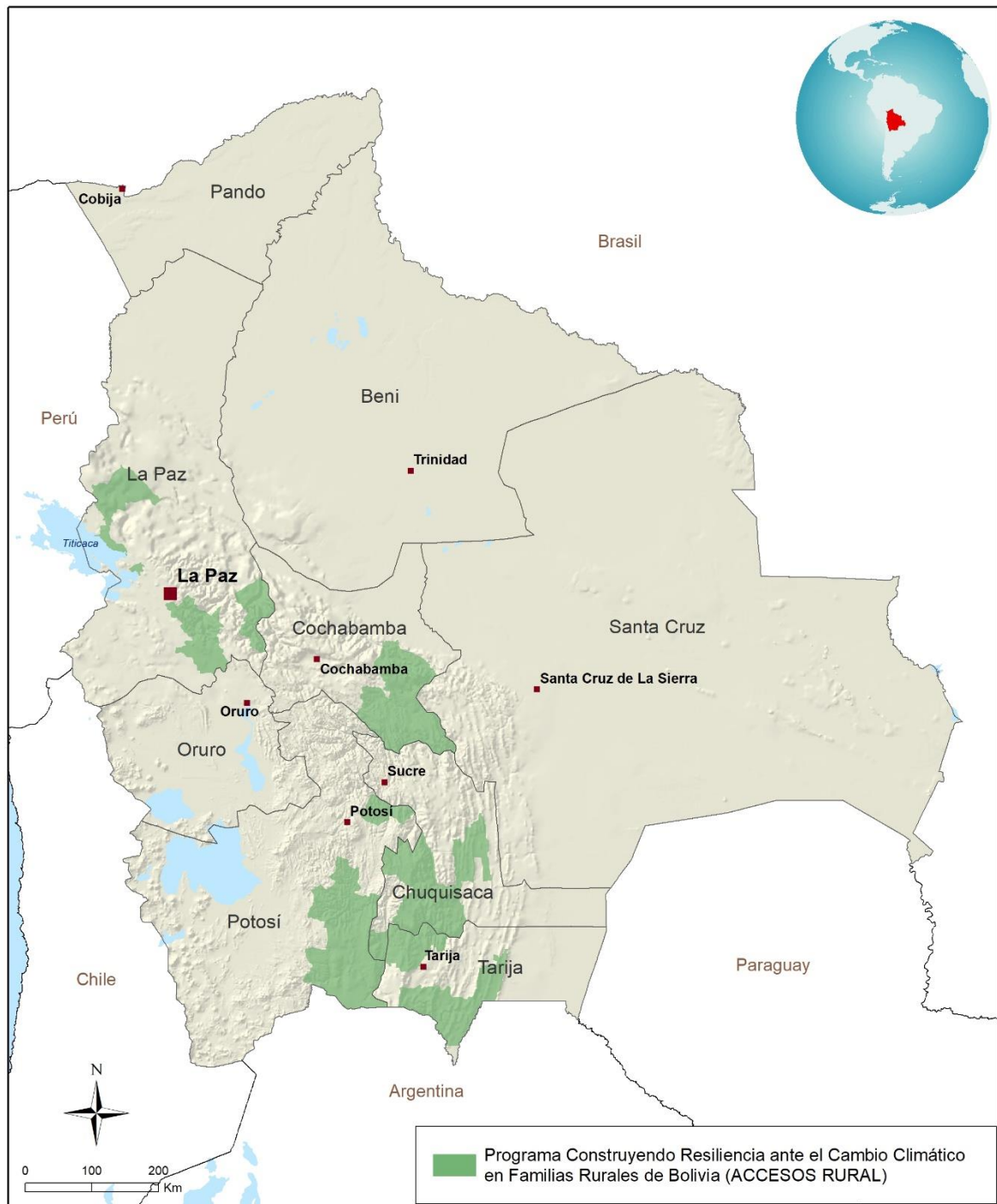
Équipe d'exécution du programme

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Marco Camagni
Responsable technique:	Rikke Olivera
Responsable des finances:	Johanna Herremans
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Juriste:	Ippolito Pucci

Sigles et acronymes

ACCESSOS	Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
COSOP	programme d'options stratégiques pour le pays
COVID-19	maladie à coronavirus 2019
PDES	Plan de développement économique et social
PIB	produit intérieur brut
PSARDI	Plan de développement intégré du secteur agricole et rural au service du bien-être
UEP	unité d'exécution du programme
TRI	taux de rentabilité interne
VAN	valeur actuelle nette

Carte de la zone du programme



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 23/11/2021

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	État plurinational de Bolivie
Organisme d'exécution:	Ministère du développement rural et des terres
Coût total du programme:	26,5 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	23,6 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires, assorties d'un délai de remboursement de 29 ans et six mois ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, au taux d'intérêt de référence du FIDA plus une marge fixe
Contribution de l'Emprunteur:	0,7 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	2,2 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	21,5 millions d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 75.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Au cours des 14 dernières années, l'État plurinational de Bolivie a mis en œuvre un modèle de production économique et social axé sur la collectivité, pour réduire la pauvreté et parvenir ainsi à une transformation économique, grâce à la création d'entreprises publiques stratégiques, à des politiques sociales de transferts monétaires conditionnels et à l'exécution de programmes sectoriels. En 2016, le Gouvernement bolivien a approuvé le Plan national de développement économique et social (PDES) pour 2016-2020, toujours en vigueur, qui vise à maintenir une croissance annuelle de 5% et à ramener l'extrême pauvreté de 17% à 10%.
2. Durant la période 2010-2019, le pays a connu une croissance régulière du produit intérieur brut (PIB), de 4,6% par an en moyenne, interrompue seulement en 2020 (baisse de 7,8%) en raison de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Au cours de la même période, le revenu national brut par habitant est passé de 1 955 USD à 3 552 USD, mais a aussi baissé en 2020 (jusqu'à concurrence de 3 143 USD). En outre, la contribution du secteur agricole a diminué (de 15,5% en 1991 à 11,5% en 2017), principalement en raison du rôle accru d'autres secteurs tels que les mines et les hydrocarbures.
3. Concernant l'objectif de développement durable n° 1, l'État plurinational de Bolivie a ramené le taux de pauvreté de 59,6% à 39,0% entre 2006 et 2020; toutefois, un écart important persiste entre zones urbaines et zones rurales, où la pauvreté touche respectivement 32,4% et 54,7% de la population. L'incidence de l'extrême pauvreté dans les zones rurales est quatre fois plus élevée que dans les zones urbaines (28,8% contre 7,2%). Ces inégalités entre milieu rural et milieu urbain se répercutent dans le schéma d'occupation des terres, les rapports femmes-hommes et les questions d'ethnicité. En ce qui concerne l'objectif de développement durable n° 2, le nombre total de personnes souffrant de malnutrition a été ramené de 2,8 millions en 2004 à 2,3 millions en 2016, tandis que la mortalité infantile a diminué de moitié entre 1990 et 2016.
4. L'État plurinational de Bolivie a prolongé la validité du Plan de développement intégré du secteur agricole et rural au service du bien-être pour 2016-2020 (PSARDI), dans le but d'augmenter les revenus des producteurs agricoles, en particulier les plus vulnérables. À cette fin, le plan vise à leur fournir les connaissances et les moyens nécessaires pour accéder aux marchés de manière durable et concurrentielle dans un cadre propice à l'inclusion et à l'équité sociale, culturelle et de genre, le but étant d'améliorer leur qualité de vie. Secteur stratégique de l'économie bolivienne, l'agriculture compte 62 152 petits producteurs possédant 1,5 million d'hectares de cultures et emploie 91% de la population active dans les zones rurales du pays.
5. La stratégie nationale de gestion des risques agricoles et d'adaptation aux changements climatiques pour la résilience de l'agriculture, qui couvre la période 2017-2020, a également été prolongée. Elle s'articule autour de trois axes d'intervention stratégiques, à savoir: i) le renforcement institutionnel et le développement des capacités en faveur d'une agriculture résiliente face aux aléas climatiques; ii) la gestion des risques agricoles; iii) la gestion des activités agricoles compte tenu des changements climatiques.

6. La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions tangibles sur l'économie nationale. Le principal défi du gouvernement actuel est la relance économique, l'agriculture étant un secteur essentiel à la sécurité et à la souveraineté alimentaires du pays.

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

7. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le Programme de renforcement de la résilience des familles rurales de Bolivie face aux changements climatiques a été validé comme:
- incluant des fonds pour l'action climatique;
 - tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - tenant compte des jeunes.
8. **Genre.** Dans l'État plurinational de Bolivie, les femmes rurales occupent principalement des emplois faiblement rémunérés assortis de mauvaises conditions de travail (accès limité au marché du travail et instabilité des emplois, discrimination salariale, harcèlement sexuel au travail), et représentent la majorité des personnes n'ayant aucun revenu propre ou percevant un revenu insuffisant.
9. **Jeunesse.** Les jeunes âgés de 16 à 28 ans représentent 27,2% de la population. Grâce au cadre institutionnel du pays, ils peuvent avoir accès aux instances de représentation et de délibération aux fins de l'élaboration des politiques publiques. Cependant, le taux de chômage des jeunes ruraux (8,2%) est presque le triple de celui de la population adulte (2,8%), et 80% d'entre eux travaillent dans le secteur informel.
10. **Enjeux nutritionnels.** L'état nutritionnel du pays s'est amélioré entre 2004 et 2016: le nombre de personnes sous-alimentées a baissé de 2,8 millions à 2,3 millions, tandis que la mortalité infantile a diminué de 50%. En outre, la part des enfants de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance pondérale a été ramenée de 10% à 4% entre 1990 et 2016, et le pourcentage de retard de croissance a également baissé de 33% à 18% entre 1998 et 2016.
11. **Contexte environnemental.** Le pays compte trois principaux problèmes environnementaux: i) la désertification des sols causée par l'érosion et la salinisation, ce qui réduit la fertilité des terres; ii) la déforestation liée à l'extension des terres agricoles (recul de la frontière agricole); iii) les niveaux élevés de pollution de l'eau dus à l'utilisation inconsidérée de produits agrochimiques interdits et à l'exploitation minière, qui limitent le potentiel des systèmes d'irrigation.
12. **Climat.** Au cours des 50 prochaines années, les effets des changements climatiques devraient entraîner une baisse de 8% du PIB de l'État plurinational de Bolivie, ce qui réduira les revenus des populations rurales et compromettra la sécurité alimentaire dans tout le pays. Cela montre la faible capacité du secteur rural à s'adapter et à réagir. L'étude sur l'indice de vulnérabilité aux changements climatiques¹ place l'État plurinational de Bolivie parmi les économies les plus exposées et les plus vulnérables sur le plan agricole (127^e sur 181 pays).

¹ Société andine de développement, *Índice de vulnerabilidad y adaptación al cambio climático en la región de América Latina y el Caribe* (Indice de vulnérabilité et d'adaptation aux changements climatiques dans la région Amérique latine et Caraïbes), 2014.

Justification de l'intervention du FIDA

13. Le programme entend s'attaquer au problème de développement dérivant de la faible productivité, du manque de compétitivité et de la rareté des innovations technologiques dans les zones rurales. Ces obstacles créent une situation où, si l'on ajoute les risques climatiques et environnementaux, les petits producteurs voient leur sécurité alimentaire menacée et sont très vulnérables. Dans ce contexte, le Ministère du développement rural et des terres a fait part de son intérêt pour le lancement d'un nouveau programme qui contribuerait à la sécurité et à la souveraineté alimentaires du pays et à une reproduction à plus grande échelle à tous les niveaux. Le FIDA a la possibilité de contribuer à cet égard grâce à l'avantage comparatif qu'il a cumulé au fil des projets et programmes déjà menés.
14. **Raison d'être.** La justification de l'intervention du FIDA dans les zones d'exécution du programme repose sur l'examen d'un plan visant à lutter efficacement contre les effets des changements climatiques. En outre, le programme est conforme aux objectifs du programme d'options stratégiques pour l'État plurinational de Bolivie (COSOP) couvrant la période 2021-2025 et aux politiques nationales (PDES et PSARDI), ces dernières ayant été prolongées jusqu'à la formulation et l'approbation de nouvelles politiques. Le programme est aussi en accord avec les objectifs nationaux visant à: i) renforcer les capacités techniques, organisationnelles et des collectivités grâce à une assistance technique spécialisée; ii) investir dans la gestion des ressources naturelles et dans les infrastructures de production pour améliorer la capacité d'adaptation et la résilience face aux changements climatiques; iii) relancer le secteur agricole.

B. Enseignements tirés

15. À partir de l'expérience acquise dans le cadre du portefeuille de projets et de programmes menés par le FIDA et d'autres partenaires, les conclusions suivantes ont été tirées:
 - a) plutôt que de constituer de nouveaux groupes de producteurs, il est important de reconnaître ceux qui sont déjà organisés et de travailler avec eux, car ils permettent d'améliorer l'efficacité des formations;
 - b) les partenariats avec d'autres acteurs stratégiques de la région permettent d'éviter la duplication des activités et favorisent la reproduction à plus grande échelle;
 - c) le renforcement des capacités de gestion d'entreprise des groupes d'entrepreneurs est essentiel pour que ces derniers puissent accéder au marché et y rester durablement;
 - d) des investissements adaptés aux innovations technologiques, un renforcement des capacités moderne et une assistance technique de pointe, associés aux connaissances et aux réalités socioéconomiques et culturelles locales, ont de meilleures chances d'être viables et de favoriser la résilience face aux changements climatiques;
 - e) l'application de mesures d'action positive pour garantir la participation effective des femmes issues de localités reculées contribue à réduire les inégalités fondées sur le genre.

II. Description du programme

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

16. **But.** Le but du programme est d'améliorer les conditions de vie des petits producteurs ruraux, et de contribuer ainsi à la sécurité et à la souveraineté alimentaires du pays.

17. **Objectif de développement.** Pour atteindre le but du programme, il est nécessaire d'augmenter les revenus des petits producteurs ruraux les plus vulnérables du sud du pays et de renforcer leur résilience face aux changements climatiques.
18. **Zone d'intervention.** Le programme visera 35 municipalités situées dans les départements de Cochabamba, Chuquisaca, La Paz, Potosí et Tarija, ainsi que dans les régions de la haute vallée, du Chaco et des vallées interandines.
19. Les critères de sélection des municipalités étaient: i) les capacités productives, compte tenu des principales cultures prioritaires du Ministère du développement rural et des terres (oignon, pêche, fève, maïs, pomme, pomme de terre, tomate et carotte), en vue d'atteindre la sécurité alimentaire et d'approvisionner les principaux marchés boliviens; ii) l'indice de vulnérabilité alimentaire et nutritionnelle; iii) le taux de pauvreté, les besoins fondamentaux non satisfaits et l'indice de développement humain; iv) les risques climatiques.
20. **Groupe cible.** Les petits producteurs ruraux organisés, issus ou non de populations autochtones, qui produisent les cultures clés recensées par le Ministère du développement rural et des terres constitueront le groupe cible du programme. En outre, la priorité sera accordée à la participation inclusive des femmes et des jeunes aux activités du programme afin de renforcer leurs capacités de production, d'organisation et de négociation et de faciliter leur accès aux innovations technologiques en matière de production et de commercialisation, ce qui leur permettra d'exercer leurs droits économiques, sociaux et culturels.
21. Les 35 municipalités sélectionnées comptent 131 354 familles (composées de 3,75 membres en moyenne), dont 69% vivent dans la pauvreté (90 634 familles). Le groupe cible du programme comprend 19 703 familles vivant dans la pauvreté, soit 15% du nombre total de familles des zones cibles. La participation des femmes (40%), des jeunes (30%) et des populations autochtones sera également encouragée.

B. Composantes, résultats et activités

22. Le programme comprend trois composantes: i) production résiliente et systèmes de production durables; ii) gestion de la résilience face aux changements climatiques; iii) gestion des connaissances et administration.
23. Les deux composantes opérationnelles sont reliées au moyen des flux de services et des outils destinés à planifier les activités à mener à l'échelon national, départemental, municipal et local. Dans le cadre de ces interventions, les capacités seront renforcées pour mettre en place des services d'information climatique et prendre des mesures d'adaptation en matière de gestion des risques de catastrophe.
24. **Composante 1: production résiliente et systèmes de production durables.** L'objectif est que les petits producteurs adoptent des technologies et des pratiques environnementales durables et résilientes face aux changements climatiques, et qu'ils diversifient leurs revenus grâce à la création d'entreprises en milieu rural. Les composantes 1 et 2 sont stratégiquement liées et se renforcent mutuellement; elles assurent la prestation de services aux municipalités et aux collectivités, en vue d'appuyer l'amélioration des capacités de gestion des risques et de la résilience face aux phénomènes météorologiques défavorables de ces dernières. Trois sous-composantes relèvent de la composante 1: i) l'appui à la construction d'infrastructures résilientes et à la protection des sources d'eau; ii) l'adaptation des principaux systèmes de production agricole; iii) la création de débouchés non agricoles.
25. **Composante 2: gestion de la résilience face aux changements climatiques.** L'objectif de cette composante est d'augmenter la capacité d'adaptation aux changements climatiques des petits producteurs, des autorités nationales,

départementales et municipales, et des institutions d'assistance afin de réduire la vulnérabilité des systèmes de production agricole des petits exploitants. Le programme renforcera les capacités nationales et infranationales grâce à la réduction des risques de catastrophe et à l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur agricole.

26. Trois sous-composantes sont prévues: i) l'appui aux services du Ministère du développement rural et des terres pour réduire la vulnérabilité du pays aux changements climatiques; ii) la planification préventive et adaptative du développement agricole; iii) le renforcement des capacités du secteur public en matière de gestion des risques et d'adaptation aux changements climatiques.
27. La composante 2 appuiera également l'accès à l'assistance technique grâce à des experts internationaux qui formeront le personnel du Ministère du développement rural et des terres.
28. **Composante 3: gestion des connaissances et administration.** Dans le cadre de cette composante, trois sous-composantes techniques seront appuyées: i) la systématisation de l'apprentissage et la communication; ii) le suivi-évaluation, les dispositifs et l'audit; iii) la gestion du programme.

C. Théorie du changement

29. Le programme vise à améliorer les conditions de vie des petits producteurs ruraux en atteignant l'objectif de développement, qui consiste à augmenter leurs revenus et leur résilience face aux effets des changements climatiques.
30. Les problèmes de développement dérivent des obstacles que rencontrent les petits producteurs en raison de la faiblesse de leur productivité, de leur compétitivité et de leurs rendements, ainsi que de la rareté des innovations technologiques disponibles dans les zones rurales.
31. Face à ces difficultés, le programme s'emploiera à diversifier les moyens d'existence et à renforcer les systèmes de production des petits exploitants pour accroître leur résilience. À cette fin, les activités prévues contribueront à mettre sur pied des infrastructures résilientes, à améliorer la productivité, la durabilité et la résilience des systèmes de production locaux face aux effets des changements climatiques, et à accroître la capacité d'adaptation des familles de petits exploitants.
32. L'hypothèse principale du programme est qu'il est possible de réduire la vulnérabilité des systèmes de production des petits exploitants face aux effets néfastes des changements climatiques, tout en garantissant la sécurité et la souveraineté alimentaires du pays à long terme grâce aux activités prévues dans le cadre du programme.

D. Alignement, appropriation et partenariats

33. Le programme est en adéquation avec les objectifs de développement durable n^{os} 1 (pas de pauvreté), 2 (faim zéro) et 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques), l'accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et le programme de la vingt-sixième Conférence des Parties (COP 26) à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques.
34. Lors de la conception, les trois objectifs stratégiques du Cadre stratégique du FIDA pour 2016-2025 ont été pris en compte, de même que les objectifs stratégiques du COSOP (2021-2025) pour l'État plurinational de Bolivie qui visent à: i) améliorer la capacité de production agricole des systèmes de production inclusifs d'une manière qui soit écologiquement durable et résiliente face aux changements climatiques; ii) faciliter la commercialisation de produits agricoles et non agricoles qui soient

compétitifs et générés de façon durable et inclusive par des petits producteurs ruraux.

35. Le programme est également conforme aux politiques du FIDA concernant les domaines suivants: i) ciblage des producteurs ruraux pauvres présentant un potentiel productif; ii) égalité femmes-hommes et promotion de la participation effective des femmes et des jeunes; iii) promotion des entreprises rurales qui permettent de diversifier la production en vue de réduire les inégalités et les contraintes auxquelles se heurtent les populations rurales pauvres.
36. En outre, le programme est en phase avec le cadre réglementaire national, à savoir l'Agenda patriotique 2025, le PDES, la loi n° 144 sur la production agricole, la loi n° 300, qui préconise un modèle de développement intégré et durable en harmonie et en équilibre avec la Terre nourricière, le plan sectoriel agricole PSARDI et la stratégie nationale de gestion des risques agricoles et d'adaptation aux changements climatiques pour la résilience de l'agriculture.

E. Coût, avantages et financement

Coût du programme

37. Le coût total du programme, estimé à 26,5 millions d'USD (voir le tableau 1), se répartit comme suit: 20,9 millions d'USD pour la composante 1 (79%); 2,4 millions d'USD pour la composante 2 (9%); 3,2 millions d'USD pour la composante 3 (12%). La durée du programme est de cinq ans.
38. Certaines composantes et sous-composantes seront comptabilisées comme relevant du financement climatique, lequel couvrira: i) la totalité des sous-composantes 1.1 et 1.2 (appui à la construction d'infrastructures résilientes et à la protection des sources d'eau; adaptation des principaux systèmes de production agricole) et une partie de la sous-composante 1.3 (création de débouchés non agricoles) dans le cadre de la composante 1 (production résiliente et systèmes de production durables); ii) l'intégralité des sous-composantes 2.1, 2.2. et 2.3 (appui aux services du Ministère du développement rural et des terres pour réduire la vulnérabilité du pays aux changements climatiques; planification préventive et adaptative du développement agricole; renforcement des capacités du secteur public en matière de gestion des risques et d'adaptation aux changements climatiques) au titre de la composante 2 (gestion de la résilience face aux changements climatiques); iii) une partie des sous-composantes 3.1, 3.2 et 3.3 (systématisation de l'apprentissage et communication; suivi-évaluation, dispositifs et audit; gestion du programme) dans le cadre de la composante 3 (gestion des connaissances et administration). Selon les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total du financement climatique du FIDA pour ce programme est estimé de manière préliminaire à 21,5 millions d'USD (91%).
39. Les tableaux ci-après présentent les coûts du programme ventilés par composante, par catégorie, par année et par source de financement.

Tableau 1

Coût du programme par composante et par source de financement

(en milliers d'USD)

	Prêt du FIDA		Contribution de l'Emprunteur		Contribution des bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Production résiliente et systèmes de production durables	18 346	78	336	48	2 230	100	20 912	79
2. Gestion de la résilience face aux changements climatiques	2 184	9	225	32	-	-	2 409	9
3. Gestion des connaissances et administration	3 070	13	136	20	-	-	3 206	12
Total	23 600	100	697	100	2 230	100	26 527	100

Tableau 2

Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégories de dépenses	Prêt du FIDA		Contribution de l'Emprunteur		Contribution des bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Dons et subventions	17 560	74	-	-	2 230	100	19 789	75
2. Formations	2 581	11	487	70	-	-	3 069	12
3. Services de consultants	222	1	42	6	-	-	264	1
4. Équipements, matériel et véhicules	442	2	80	11	-	-	503	2
Coûts d'investissement	20 785	88	609	88	2 230	100	23 625	89
5. Frais de fonctionnement (salaires et traitements compris)	2 815	12	87	12	-	-	2 903	11
Coûts récurrents	2 815	12	87	12	-	-	2 903	11
Total	23 600	100	697	100	2 230	100	26 527	11

Tableau 3

Coût du programme par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Production résiliente et systèmes de production durables	3 518	13	6 891	26	6 721	25	3 483	13	209		20 912
2. Gestion de la résilience face aux changements climatiques	469	2	739	3	702	3	438	2	62		2 409
3. Gestion des connaissances et administration	779	3	605	3	609	2	605	2	605	2	3 205
Total	4 767	18	8 326	32	8 031	30	4 527	18	876	2	26 527

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

40. Le programme sera financé par: i) le FIDA, au moyen d'un prêt de 23,6 millions d'USD; ii) le Gouvernement bolivien, à hauteur de 0,7 million d'USD; iii) les bénéficiaires, qui apporteront 2,2 millions d'USD sous forme de fonds de contrepartie (en espèces).

Décaissement

41. Pour recevoir les ressources du FIDA, l'Emprunteur ouvrira et maintiendra un sous-compte spécifique du compte unique du Trésor, qui servira exclusivement à utiliser les fonds du FIDA destinés au programme.
42. Selon le calendrier des flux de trésorerie, les fonds nécessaires seront transférés du compte désigné au compte unique du Trésor libellé en boliviano, qui sera ouvert par l'unité d'exécution du programme (UEP) pour effectuer les paiements aux fournisseurs et aux bénéficiaires du programme.
43. Les procédures de décaissement seront incluses dans la Lettre à l'Emprunteur, que le FIDA enverra une fois l'accord de financement signé. L'équipe du programme utilisera le Portail clients du FIDA pour soumettre les demandes de décaissement et accéder aux informations financières en temps réel.

Résumé des avantages et analyse économique

44. L'analyse prévoit l'élaboration de huit modèles partiels d'exploitation agricole, où les municipalités sélectionnées seront regroupées en tenant compte de la représentativité des systèmes de production et des écorégions, du potentiel de production et de transformation, et de la demande sur les marchés intérieur et extérieur. Les modèles ont été conçus en prenant en considération la production de maïs, de blé, de tubercules, de légumes, de fruits et de légumineuses. Le taux

d'adoption est estimé à 80%, et un taux constant est utilisé pour l'évaluation qui couvre un horizon de 12 ans.

45. La viabilité financière du programme, compte tenu du taux d'intérêt bancaire en vigueur de 5,94% par an, se traduit par un taux de rendement interne (TRI) supérieur au taux bancaire, compris entre 15% et 66%, et par une valeur actuelle nette (VAN) fluctuant entre 484 USD et 12 111 USD. La VAN globale du programme est de 24,9 millions d'USD et le TRI global de 13,25%.
46. En outre, l'analyse de rentabilité économique intègre les dépenses liées au personnel non qualifié et le coût des intrants, un facteur de conversion au taux de change de référence ainsi qu'un taux social d'actualisation de 8,42% étant par ailleurs appliqués. Le TRI du programme s'élève à 18,3% et la VAN des avantages nets supplémentaires est de 27,01 millions d'USD.

Stratégie de sortie et durabilité

47. La stratégie de sortie et de durabilité sera formulée avec l'équipe du programme lors de la phase initiale et décrira le transfert progressif des responsabilités au Ministère du développement rural et des terres, en sa qualité d'organisme d'exécution du programme.
48. Au cours de la phase de sortie, les résultats satisfaisants du programme et les enseignements tirés seront publiés, et les réseaux formés seront renforcés afin de créer un tissu social permettant d'assurer la continuité des activités.
49. Étant donné que le Ministère du développement rural et des terres est l'organisme d'exécution du programme et que la plupart des activités de la composante 2 sont axées sur le renforcement des capacités, la durabilité sera assurée par l'inclusion du programme dans le plan PSARDI du Ministère en question et par l'intégration des activités relatives à l'adaptation et aux infrastructures résilientes dans les plans territoriaux de développement intégré des municipalités et départements participants.
50. **Durabilité institutionnelle et organisationnelle.** Les méthodes et outils d'apprentissage participatif seront axés sur le développement des capacités des petits producteurs, le renforcement des systèmes de production afin d'en améliorer la résilience, et la création d'un environnement favorable aux entités publiques pour qu'elles puissent fournir leurs services d'appui de manière plus efficace et plus efficiente.
51. **Durabilité environnementale et résilience climatique.** Le programme mettra l'accent sur l'appui à la compétitivité, à la productivité et aux performances environnementales de certains produits clés.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

52. Le risque global du programme est jugé modéré (pour plus d'informations, voir la matrice intégrée des risques du programme à l'appendice III). Les principaux risques ont trait au contexte national, aux stratégies et aux politiques sectorielles, aux capacités institutionnelles et aux passations de marchés. Les risques liés à l'environnement et aux changements climatiques sont également jugés modérés et devraient être atténués par la mise en œuvre d'un ensemble complet de mesures précisées dans les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA.
53. En matière de gestion financière, le risque est considéré comme substantiel au niveau du pays et modéré au niveau du programme; pour ce dernier, les mesures d'atténuation suivantes seront prises: i) engager un cabinet externe spécialisé dans le recrutement du personnel et l'évaluation de ses résultats; ii) assurer la stabilité et la continuité des activités de l'équipe de gestion financière en signant des

contrats de travail avec les membres clés du personnel pour toute la durée du programme, sous réserve toutefois d'une évaluation satisfaisante des performances à la fin de chaque exercice; iii) garantir en tout temps la mise à jour et la clôture de fin de mois du système financier Visual; iv) approuver le budget adéquat et le recrutement en temps voulu du cabinet d'audit, qui doit présenter des normes de qualité élevées.

Tableau 4
Classification générale des risques

<i>Catégories de risques</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Modéré	Modéré
Portée du programme	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Substantiel	Modéré
Gestion financière	Modéré	Faible
Passation de marchés dans le cadre du programme	Substantiel	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Faible
Risque global	Modéré	Faible

B. Catégorie environnementale et sociale

54. Le programme a été classé dans la catégorie B, car il permet: i) de renforcer la capacité d'adaptation aux changements climatiques des systèmes de production des petits producteurs, ii) de réaliser des investissements dans des infrastructures et des plans de production résilients, et dans la gestion des ressources naturelles aux fins de la conservation des sols productifs et du captage de l'eau pour l'irrigation.

C. Classement au regard des risques climatiques

55. Le risque climatique du programme est jugé modéré, du fait: i) que les changements climatiques s'inscrivent dans les programmes des organisations de producteurs, tout comme le besoin urgent d'intégrer la gestion de l'eau et des sols dans leurs systèmes de production pour en accroître l'efficacité; ii) des investissements planifiés en réponse à la hausse des températures prévue, afin de renforcer les capacités de gestion des risques de catastrophe et d'adaptation tant aux changements climatiques qu'aux modifications du calendrier des plantations; iii) de la bonne articulation des flux d'information avec les services agroclimatiques et les systèmes d'alerte précoce; iv) des avantages tirés des méthodes et des enseignements du Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie financé dans le cadre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ACCESOS-ASAP), en vue d'inclure des mesures environnementales.

D. Soutenabilité de la dette

56. Selon le rapport d'analyse de la soutenabilité de la dette établi par le Fonds monétaire international en mai 2020, la dette est certes considérée comme soutenable à moyen terme, mais il existe des risques qui dépendent de la correction des déséquilibres financiers macroéconomiques. La dette du secteur public non financier s'élevait à 58% du PIB à la fin de 2019, et devrait atteindre jusqu'à 66% en 2021, en raison de l'augmentation des dépenses pour répondre à la crise engendrée par la COVID-19. Toutefois, la dette devrait commencer à diminuer à moyen terme, car le Gouvernement bolivien met en œuvre un plan de réforme qui supprimera les dépenses publiques moins prioritaires et réduira le déficit primaire de façon permanente. En outre, la dette extérieure du secteur

public bolivien représente 26% du PIB, ce qui est dans la norme pour un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du programme

57. Le Ministère du développement rural et des terres sera l'organisme d'exécution du programme. La viabilité du cadre institutionnel est garantie par l'expérience acquise au cours des cinq dernières années dans le cadre de l'exécution du programme ACCESOS-ASAP et du Programme de renforcement intégral de la filière des camélidés dans le haut plateau bolivien.
58. Le Ministère du développement rural et des terres aura les responsabilités suivantes: i) prévoir dans son budget annuel des ressources à allouer au programme et faire en sorte d'obtenir l'approbation du Vice-Ministère des investissements publics et des financements extérieurs et du Ministère de l'économie et des finances; ii) exécuter le programme et, en outre, en assurer le suivi conformément à l'accord de financement, à la réglementation nationale et au manuel d'exécution du programme; iii) approuver ce manuel et ses modifications; iv) examiner les rapports d'audit et donner rapidement suite aux recommandations formulées par le commissaire aux comptes; v) examiner et signer l'aide-mémoire des missions de suivi.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

59. La gestion financière relève de la responsabilité de l'UEP, en coordination avec la Direction générale des questions administratives du Ministère du développement rural et des terres et conformément aux normes de contrôle interne fixées par le Contrôleur général de l'État.
60. L'unité de gestion financière au sein de l'UEP devra accomplir les tâches suivantes: i) veiller au respect des conditions fiduciaires définies dans l'accord de financement; ii) élaborer les plans de travail et budgets annuels; iii) soumettre les demandes de décaissement au FIDA dans les délais impartis; iv) garantir l'efficacité des mesures de contrôle interne; v) maintenir le système comptable à jour; vi) soumettre des rapports financiers intermédiaires au FIDA; vii) établir les états financiers annuels conformément aux Normes comptables internationales; viii) coordonner les procédures d'audit; ix) effectuer les passations de marchés.
61. Les états financiers du programme seront vérifiés par un cabinet d'audit externe conformément au mandat et au principe de non-objection du FIDA, aux Normes internationales d'audit et au Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds.
62. Les passations des marchés de biens et de services financées par les fonds du prêt seront effectuées en s'appuyant sur la réglementation nationale en vigueur, dans la mesure où cette dernière est conforme aux Directives pour la passation des marchés relatifs aux projets du FIDA. Le Ministère du développement rural et des terres, par l'intermédiaire de l'UEP, élaborera chaque année un plan de passation de marchés pour les achats relevant de sa responsabilité, qui sera soumis au FIDA en même temps que le plan opérationnel annuel et le budget correspondant.
63. La loi organique du Contrôleur général de l'État et la loi sur les unités de gestion de la transparence et de lutte contre la corruption en vigueur dans l'État plurinational de Bolivie doivent être prises en compte dans les activités de gestion administrative et financière et favoriser ainsi la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion et la responsabilité des ressources allouées.
64. En outre, conformément aux politiques sociales et environnementales du FIDA, un mécanisme ouvert sera mis à la disposition de la population cible du programme pour traiter les plaintes et les doléances des individus, des autorités locales ou des

représentants de groupes qui estiment avoir subi des effets néfastes de l'exécution du programme.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication

65. Le système de gestion des connaissances, de planification et de suivi-évaluation sera intégré au système de suivi du Ministère du développement rural et des terres et au système de planification intégrée de l'État, tout en s'appuyant sur le système mis au point pour le programme ACCESOS-ASAP. Les principaux objectifs du système seront de garantir une gestion efficace, d'obtenir les effets directs et les changements voulus pour la population cible, d'analyser la pertinence des ajustements nécessaires pour atteindre les résultats escomptés, de promouvoir la participation des acteurs du programme et de renforcer la structure institutionnelle du Ministère du développement rural et des terres, entre autres.
66. Le programme permettra de produire de nouvelles connaissances qui, associées à l'expérience accumulée, seront partagées et utilisées pour contribuer à: i) renforcer les capacités des familles grâce à des solutions technologiques qui améliorent la résilience face aux changements climatiques; ii) promouvoir l'apprentissage au niveau de l'organisme d'exécution et des autres parties prenantes; iii) élaborer des politiques. Enfin, le programme prévoit l'exécution d'un mécanisme de diffusion des résultats et des réalisations sous différents formats, tels que des supports audiovisuels, des communiqués de presse, des brochures, des affiches, des émissions de radio ou des sites Web, en tirant pleinement parti de l'utilisation des technologies de l'information et des communications. En outre, des récits de vie et un suivi-évaluation illustré seront proposés pour mettre en évidence les changements intervenus dans la vie des familles rurales pauvres et de leurs organisations.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

67. Le programme est innovant dans la mesure où il s'emploie à renforcer la résilience des petits producteurs en contribuant à augmenter et à diversifier les revenus dans les collectivités et les organisations de producteurs, tout en intégrant les femmes, les jeunes et les populations autochtones dans les activités de renforcement des capacités et les investissements, afin de réduire les inégalités.
68. Au niveau du pays, on estime que les enseignements tirés du programme ACCESOS-ASAP se prêtent bien à la reproduction à plus grande échelle voulue pour parvenir à l'avènement d'une culture de la résilience.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

69. Entre l'achèvement de la phase de conception actuelle et le début des activités opérationnelles, les activités suivantes sont prévues: i) soumission, par le Ministère du développement rural et des terres en concertation avec le Ministère de la planification du développement, de l'accord de financement négocié à l'approbation de l'Assemblée législative plurinationale; ii) sélection et recrutement d'un coordonnateur général ou d'une coordonnatrice générale du programme et d'une équipe technique; iii) modification du manuel opérationnel du programme et approbation du règlement portant sur les transferts public-privé dans le cadre de l'exécution du programme.
70. Afin d'accélérer l'exécution, les dépenses admissibles liées aux activités préparatoires du programme seront financées par l'allocation prévue au titre des frais de démarrage. Les activités et les catégories de dépenses à financer devront être préalablement approuvées par le FIDA.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

71. Le suivi-évaluation comprendra la réalisation d'une étude de référence pour déterminer les valeurs initiales des indicateurs d'effets et d'impact proposés dans le cadre logique, une évaluation à mi-parcours et un rapport d'achèvement. Le FIDA complètera ce dispositif en menant des missions de supervision annuelles.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

72. Un accord de financement entre l'État plurinational de Bolivie et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
73. L'État plurinational de Bolivie est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
74. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

75. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'État plurinational de Bolivie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de vingt-trois millions six cent mille dollars des États-Unis (23 600 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F.Houngbo

Convenio de financiación negociado:

"Programa Construyendo Resiliencia ante el Cambio Climático en Familias Rurales de Bolivia (ACCESOS RURAL)"

(Negociaciones concluidas el 26 de noviembre 2021)

Préstamo núm. XXX

Programa Construyendo Resiliencia ante el Cambio Climático en Familias Rurales de Bolivia (ACCESOS RURAL) (el "Programa").

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "FIDA" o el "Fondo")

y

El Estado Plurinacional de Bolivia (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que el Prestatario ha solicitado al Fondo financiar el Programa y el Fondo acepta proporcionar un préstamo para apoyar en la financiación del mismo.

CONSIDERANDO que el Prestatario acepta que las actividades del Programa sean financiadas de conformidad con el presente Convenio;

las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción del Programa y disposiciones de ejecución (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 de abril de 2009 y modificadas en diciembre de 2020 (las "Condiciones Generales") y las Cláusulas Especiales (Anexo 3).
2. Las Condiciones Generales en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio, salvo que se indique lo contrario. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.
3. A raíz del presente Convenio el Fondo proporcionará al Prestatario un Préstamo, que éste utilizará para ejecutar el Programa de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto del Préstamo FIDA es de USD 23,600,000 (veintitrés millones, seiscientos mil de dólares de los Estados Unidos).
2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias y tendrá un plazo de reembolso de veinte nueve (29) años y seis (6) meses, incluido un período de gracia de diez (10) años a partir de la fecha de cumplimiento de las condiciones previas para el retiro de fondos.
3. El Préstamo estará sujeto a intereses sobre el capital del Préstamo pendiente de reembolso al tipo de interés variable de referencia de FIDA con diferencial fijo proporcionado por el FIDA.
4. La Moneda del servicio del Pago del Préstamo será el Dólar de los Estados Unidos
5. El Ejercicio Financiero o fiscal del Prestatario aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre de cada año. El Ejercicio Financiero corresponde al año fiscal del Prestatario.
6. Los pagos del capital y los intereses del Préstamo serán pagaderos cada quince (15) de febrero y quince (15) de agosto.
7. El Prestatario abrirá en la cuenta única del Tesoro una libreta específica (Cuenta Designada) para recibir en ella exclusivamente los recursos del Préstamo. El Prestatario informará al Fondo de los funcionarios autorizados para operar la Cuenta Designada.
8. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida para el Programa por un monto estimado equivalente a seiscientos noventa y siete mil dólares de los Estados Unidos (USD 697 000).

Sección C

1. El Organismo Responsable del Programa será el Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras (MDRyT) del Prestatario que, a través de la Unidad Ejecutora del Programa (UEP), será el responsable por la gestión del Programa.
2. Se llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Programa.
3. La Fecha de Terminación del Programa será el quinto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio. La Fecha de cierre del financiamiento será 6 meses después, o cualquier otra fecha que el Fondo pueda designar mediante notificación al Prestatario.

Sección D

1. El Fondo gestionará la contabilidad interna de las cuentas del Préstamo y los desembolsos correspondientes, y supervisará el Programa, junto con el Prestatario.

Sección E

1. Adicionalmente a los motivos previstos en las Condiciones Generales, se considera motivo para la suspensión del derecho del Prestatario a solicitar desembolsos conforme al presente Convenio que:

- a) cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Programa (MOP) haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo de las Partes, y el FIDA haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Programa.
2. Adicionalmente a las Condiciones Generales previstas, se considera que son condiciones específicas para el retiro de fondos de la cuenta del Préstamo:
- a) Que se haya contratado al personal clave de la UEP, incluyendo el/la Coordinador Nacional, el/la Administrador Nacional y el/la Responsable de Planificación, Seguimiento y Evaluación;
- b) Que la libreta específica en la cuenta única del Tesoro (Cuenta Designada) del Programa haya sido abierta;
- c) Que el Programa haya sido incluido en el presupuesto general del Prestatario para el primer año de operaciones del Programa.
3. El presente Convenio está sujeto a aprobación por parte del Prestatario.
4. Ninguna disposición del presente Convenio ni de cualquier documento relacionado con el mismo se entenderá en el sentido de que constituye una renuncia a las prerrogativas o inmunidades de que disfruta el FIDA, ni de que confiera dichas prerrogativas e inmunidades al Prestatario o a su personal.
5. El Prestatario designa al Ministro/a de Planificación del Desarrollo como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales.
6. Se indican a continuación los representantes designados:

Por el FIDA:

Presidente
Fondo Internacional
de Desarrollo Agrícola

Por el Prestatario:

Ministro/a de Planificación del Desarrollo

El presente Convenio se ha preparado en idioma español en dos (2) copias originales: (i) una (1) para el Prestatario; (ii) una (1) para el FIDA;.

Por el Prestatario

Fecha:

Por el FIDA

Fecha:

Anexo 1

Descripción del Programa y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Programa

1. *Área del Programa.* El Programa se focalizará en 35 municipios localizados en los Departamentos de Chuquisaca, Cochabamba, La Paz, Potosí, y Tarija, en zonas del Altiplano, Valles y Chaco. Para la focalización de los municipios se aplicaron criterios de: (i) vocación productiva según cultivos claves priorizados por el MDRyT (papa, tomate, cebolla, zanahoria, haba, maíz, durazno y manzana) para la seguridad alimentaria y abastecimiento de los principales mercados de Bolivia; (ii) Índice de Vulnerabilidad Alimentaria y Nutricional; (iii) nivel de pobreza, Necesidades Básicas Insatisfechas e Índice de Desarrollo Humano; y (iv) riesgos climáticos.

2. *El grupo objetivo del Programa.* El Programa considera como grupo a objetivo a los pequeños productores rurales organizados de campesinos e indígenas que producen los productos clave identificados por el MDRyT. El Programa priorizará las actividades de participación inclusiva de mujeres y jóvenes para fortalecer sus capacidades productivas, organizativas y de negociación, acceso a innovaciones tecnológicas productivas y de mercados, que permitan ejercer sus derechos económicos, sociales y culturales. El grupo meta del Programa son 19 703 familias en situación de pobreza. Asimismo, el Programa promoverá una participación de mujeres del 40%, de jóvenes del 30% y de población indígenas.

3. *Meta del Programa.* La meta del Programa es mejorar las condiciones de vida de los pequeños productores rurales, contribuyendo así a la seguridad y soberanía alimentaria del país.

4. *Objetivo del Programa.* El objetivo de desarrollo es incrementar los ingresos de los pequeños productores rurales más vulnerables y aumentar su resiliencia frente a los impactos del cambio climático en el sur de Bolivia.

5. *Componentes.:* El Programa consta de tres (3) componentes:

5.1. *Componente 1: Producción resiliente y sistemas de producción sustentables.* El objetivo del componente 1 es que los pequeños productores adopten tecnologías y prácticas ambientales sustentables y resilientes al cambio climático y que diversifiquen sus ingresos mediante el desarrollo de emprendimientos rurales. El componente 1 está vinculado estratégicamente con el componente 2 y se retroalimenta asegurando servicios a municipios y comunidades en el proceso de mejora de sus capacidades de manejo de riesgos y de resiliencia frente a eventos climáticos adversos. El componente tiene tres subcomponentes: i) Apoyo a la construcción de infraestructuras resilientes y protección de fuentes de agua; ii) Adaptación de los sistemas productivos agrícolas claves; y iii) Desarrollo de oportunidades no agropecuarias.

5.2. *Componente 2: Gestión de la resiliencia al cambio climático.* El objetivo del componente 2 es incrementar las capacidades adaptativas de los productores, gobiernos municipales, departamentales y nacional, además de instituciones de asistencia para reducir vulnerabilidades al cambio climático en los sistemas productivos agrícolas de los pequeños productores. El Programa fortalecerá capacidades nacionales y subnacionales a través de la reducción del riesgo de desastres (RRD) y adaptación al cambio climático (ACC) del sector agropecuario. Se han planteado tres subcomponentes: i) apoyo a los servicios del MDRyT para reducir vulnerabilidad del país al cambio climático; ii) planificación preventiva y adaptativa del desarrollo agrícola; y iii) mejora de las capacidades públicas para la gestión de riesgos y adaptación al cambio climático. El

componente 2 además apoyará al acceso a asistencia técnica con expertos internacionales que capacitarán a personeros del MDRyT.

5.3. *Componente 3: Gestión de conocimientos y Administración del Programa.* El objetivo del componente 3 es apoyar al Programa en la operatividad de los tres subcomponentes técnicos: i) sistematización del aprendizaje y comunicación; ii) seguimiento, evaluación, equipamiento y auditoría y iii) administración del Programa.

II. Disposiciones de ejecución

6. *Organismo Responsable del Programa.* El MDRyT será el organismo responsable y ejecutor del Programa, a través de la UEP. El MDRyT tendrá las siguientes responsabilidades: (i) incluir en su presupuesto anual recursos para el Programa y tramitar su aprobación ante el Viceministerio de Inversión Pública y Financiamiento Externo y Ministerio de Economía y Finanzas Públicas; (ii) ejecutar y supervisar la implementación de acuerdo al Convenio de Financiación, normas nacionales y Manual de Operaciones del Programa (MOP); (iii) aprobar el MOP y sus enmiendas; (iv) revisar los informes de auditoría y disponer al Programa el cumplimiento inmediato de las recomendaciones realizadas por la Firma Auditora; y (v) revisar y firmar las Ayudas Memorias de las Misiones de Supervisión.

7. *Preparación para la ejecución y planes para la puesta en marcha.* El Programa tiene previstas las siguientes actividades entre la conclusión del presente diseño y el inicio de actividades de operación: i) el MDRyT, en coordinación con el Ministerio de Planificación del Desarrollo, debe tramitar la aprobación del Convenio negociado ante la Asamblea Legislativa Plurinacional; ii) selección y contratación de un coordinador general del Programa y el equipo técnico; y iii) ajustes del MOP y aprobación del Reglamento de transferencias público-privadas para la ejecución del Programa.

8. *Gestión financiera, adquisiciones y contrataciones y gobernanza.* La gestión financiera será responsabilidad de la UEP en coordinación con la Dirección General de Asuntos Administrativos del MDRyT y de acuerdo a las Normas de Control Interno emitidas por la Contraloría General del Estado. La unidad de gestión financiera dentro de la UEP será responsable de: (i) velar por el cumplimiento de las condiciones fiduciarias establecidas en el Convenio de Financiación y en la normativa administrativa y financiera del FIDA; (ii) la programación física y financiera plurianual y anual; (iii) la presentación a tiempo de las solicitudes de desembolsos al FIDA; (iv) asegurar medidas eficaces de control interno; (v) mantener actualizado el sistema contable; (vi) la presentación al FIDA de los informes financieros intermedios; (vii) la preparación de los estados financieros anuales de acuerdo con las normas internacionales de contabilidad; (viii) la coordinación del proceso de auditoría; y (ix) las adquisiciones.

9. *Estados financieros.* Los estados financieros del Programa serán auditados por una empresa de auditoría externa de acuerdo con los términos de referencia con no objeción del FIDA, las normas internacionales de auditoría y las directrices de auditoría de proyectos del FIDA.

10. *Desembolsos y flujo de fondos.* El Prestatario abrirá y mantendrá una libreta específica en la cuenta única del Tesoro e en dólares (USD) (Cuenta Designada) para uso exclusivo de recibir los recursos del FIDA. Conforme la programación del flujo de fondos, el Programa transferirá los fondos requeridos desde la Libreta específica en dólares a la Cuenta Única del Tesoro en Bolivianos, cuenta que será abierta por el MDRyT para efectuar los pagos a los proveedores y beneficiarios del Programa.

11. Los procedimientos de desembolso se incluirán en la Carta al Prestatario que el FIDA enviará a la firma del Convenio de Financiación. El Programa utilizará el Portal del Cliente

del FIDA (ICP) para presentar las solicitudes de desembolso y acceder a la información financiera en tiempo real.

12. *Adquisiciones.* La adquisición de bienes y servicios con los recursos de la financiación se realizará en base a la normativa nacional vigente en tanto sean alineadas con las Directrices sobre Adquisiciones de Bienes y Servicios del FIDA. El MDRyT a través de la UEP elaborará el Plan de Adquisiciones y Contrataciones anuales para las compras bajo su responsabilidad, que presentará al FIDA junto al Plan Operativo Anual, que incluye el presupuesto.

13. *Manual de Operaciones del Programa (MOP).* El MDRyT, a través de la UEP, ejecutará el Programa conforme al presente Convenio, sus Reglas de Operación, las de los programas prioritarios integrados al Programa y al MOP. El MOP debe establecer las reglas operativas y administrativas, procedimientos y formatos para la ejecución del Programa por parte del Prestatario, a través de la MDRyT, y debe contener, entre otros los siguientes temas: i) contexto legal y organizativo; ii) descripción del Programa, sus componentes y cobertura; iii) organización para la ejecución y funciones por nivel; iv) mecanismo de implementación de los componentes y ciclo de planes y sub-proyectos; v) administración de recursos financieros; vi) adquisiciones y contrataciones; vii) sistema de planificación, seguimiento y evaluación.

Si fuera necesario, el MDRyT podrá proponer modificaciones al MOP que serán efectivas solamente tras su aprobación y previa no objeción del Fondo.

Anexo 2*Cuadro de asignaciones*

Asignación de los recursos del Préstamo. (a) El cuadro que figura a continuación presenta las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo, la asignación de los montos de Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en USD)	Porcentaje
I. Equipamiento, materiales y vehículos	398 000	100% sin impuestos
II. Asistencia Técnica	200 000	100% sin impuestos
III. Donaciones y subsidios	15 786 000	100%
IV. Capacitación	2 323 000	100% sin impuestos
V. Salarios y costos operativos	2 533 000	100% para salarios y 100% sin impuestos para costos operativos
Sin asignación	2 360 000	
TOTAL	23 600 000	

(b) Los términos utilizados en el Cuadro anterior se definen como:

- (i) "Equipamiento, materiales y vehículos": se refiere a los vehículos, equipos y bienes que requiere la UEP para la operación del Programa.
- (ii) "Asistencia Técnica": se refiere a estudios como línea de base, desarrollo de evaluaciones, auditorias, contratos de servicios para formulación de planes y acompañamiento cierre de Programa, metodologías participativas, entre otros.
- (iii) "Donaciones y subsidios": se refiere a los gastos elegibles definidos en los diferentes tipos de planes a favor de las organizaciones o comunidades de beneficiarios y otros actores, y con base a lo establecido en el Manual de Operaciones del Programa.
- (iv) "Capacitación": se refiere al acompañamiento a planes de parte de promotores municipales, talleres de formación, jornadas de campo, ferias, ruedas de negocio, y eventos relacionados con los componentes del Programa, entre otros.
- (v) "Salarios y Costos Operativos": se refiere a los gastos destinados al personal involucrado directamente en la ejecución del Programa y a los gastos destinados al apoyo de las operaciones implementadas por el personal del

Programa, entre otros, mantenimientos de equipo y vehículos, seguros, y gastos de oficina.

2. *Acuerdos de desembolso*

Gastos de puesta en marcha. Los desembolsos respecto a los gastos de puesta en marcha incurridos antes del cumplimiento de las condiciones generales precedentes al desembolso no excederán un valor agregado del equivalente de USD 300 000 (trescientos mil) con respecto a las Categorías I, II y V del Préstamo, para financiar costos asociados con el estudio de la línea de base, la preparación del MOP y los salarios iniciales del/de la Coordinador Nacional del Programa, del/ de la Administrador Nacional y del/de la Responsable de Planificación, Seguimiento y Evaluación. Actividades a ser financiadas por gastos de puesta en marcha requerirán la no-objeción de FIDA para ser considerados elegibles.

Anexo 3

Compromisos especiales

1. De acuerdo con la Sección 12.01 (a) (xxiii) de las Condiciones Generales, el Fondo puede suspender, total o parcialmente, el derecho del Prestatario a través del Organismo Responsable del Programa de solicitar retiros de la Cuenta de Préstamo si el Prestatario ha incurrido en el incumplimiento de cualquier convenio establecido a continuación, y el Fondo, a criterio razonable y justificado, luego de recibir las aclaraciones e información pormenorizada suministradas por el Prestatario o el Organismo Responsable del Programa, ha determinado que dicho incumplimiento ha tenido, o es probable que tenga, un efecto material adverso en el Programa:
2. *Planificación, Seguimiento y Evaluación.* El Prestatario a través del Organismo Responsable del Programa deberá asegurarse de que se establezca un Sistema de Planificación, Monitoreo y Evaluación dentro de los seis (6) meses a partir de la fecha de entrada en vigor de este Convenio.
3. *Género.* El Prestatario a través del Organismo Responsable del Programa garantizará que el Programa se implemente de acuerdo a las políticas del país y a la política del Fondo en tema de género enfocada al empoderamiento de las mujeres.
4. *Pueblos Indígena Originario Campesino* ("Pueblos Originarios"). El Prestatario a través del Organismo Responsable del Programa se asegurará de que se tengan debidamente en cuenta las preocupaciones de los Pueblos Originarios en la implementación del Programa y, con este fin, garantizará que:
 - (a) el Programa se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones aplicables de la legislación nacional pertinente sobre Pueblos Originarios;
 - (b) los Pueblos Originarios estén representados de manera adecuada y justa en toda la planificación local de las actividades del Programa;
 - (c) se respeten debidamente los derechos de los Pueblos Originarios;
 - (d) las comunidades de Pueblos Originarios participen en el diálogo sobre políticas y la gobernanza local;
 - (e) se respeten los términos de las Declaraciones, Pactos y/o convenios ratificados por el Prestatario sobre el tema;
 - (f) El Programa no involucrará la usurpación de territorios tradicionales usados u ocupados por comunidades indígenas originarias.
5. *Cumplimiento con los Procedimientos para la Evaluación Social, Ambiental y Climática (PESAC).* El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Programa, se asegurará de que el Programa se implemente de conformidad con el PESAC del FIDA y, más específicamente, de que se tomen las medidas recomendadas en la Sección 6 del PESAC.
6. *Medio Ambiente y Salvaguardias Sociales.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Programa, se asegurará de que: (a) todas las actividades del Programa se implementen en estricta conformidad con las leyes/reglamentaciones pertinentes del Prestatario y los requisitos de la Política medioambiental de FIDA; (b) todas las actividades del Programa presten especial atención a la participación y las prácticas de la población de minorías étnicas de conformidad con la Política del FIDA de actuación en relación con los Pueblos Indígenas, según proceda; (c) las propuestas de obras civiles incluyan la confirmación de que el Programa no requiere la adquisición involuntaria de tierras o el reasentamiento. En caso de adquisición imprevista de tierras o reasentamiento involuntario en el marco del Programa, el Prestatario informará inmediatamente al Fondo y preparará los documentos de planificación necesarios; (d) mujeres y hombres recibirán igual

remuneración por trabajo de igual valor en el marco del Programa; (e) no se recurra al trabajo infantil en el marco del Programa; (f) se adopten las medidas incluidas en la Estrategia del Enfoque de Género e Inclusión Social, que incorpora el Plan de Acción de Género elaborado por el Programa, y se pongan a disposición los recursos necesarios para su implementación, de manera oportuna; (g) se tomen debidamente todas las medidas necesarias y apropiadas para implementar el Plan de Acción de Género para asegurar que las mujeres puedan participar y beneficiarse de manera equitativa en el Programa; (h) se tomen todas las medidas necesarias y se asignen los recursos para la implementación del Plan de Gestión Social y Ambiental del Programa

7. *Procedimiento de reclamaciones del FIDA por presunto incumplimiento de sus políticas sociales y ambientales y aspectos obligatorios de sus procedimientos de evaluación social, ambiental y climática.* El MOP incluirá referencia al Procedimiento de quejas del FIDA cuyo objetivo es permitir que las personas y las comunidades se comuniquen directamente con el FIDA y presenten quejas si creen que el Programa no está cumpliendo con las normas SECAP.

8. *Medidas anticorrupción.* El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Programa, deberá cumplir con la Política del FIDA en materia de prevención del fraude y la corrupción en sus actividades y operaciones, tomando las medidas adecuadas para prevenir, mitigar y combatir las prácticas prohibidas.

9. *Acoso sexual, explotación sexual y abuso.* El Prestatario y las Partes del Programa se asegurarán de que el Programa se lleve a cabo de conformidad con las disposiciones de la Política del FIDA sobre prevención y respuesta frente al acoso sexual y la explotación y los abusos sexuales, según se modifique periódicamente.

10. *El Personal Clave del Programa* es: el/la Coordinador Nacional del Programa, el/la Administrador Nacional, el/la Responsable de Planificación, Seguimiento y Evaluación, el/la Responsable de Equidad de Género y Nutrición, el/la Responsable del Componente 1, el/la Responsable del Componente 2, el/la Analista en Adquisiciones. Para ayudar en la implementación del Programa, la UEP, a menos que se acuerde lo contrario con el FIDA, contratará o hará que se contrate, según sea necesario, a personal clave cuyas calificaciones, experiencia y términos de referencia sean satisfactorios para el FIDA. El Personal Clave del Programa será adscrito a la UEP en caso de que se trate de funcionarios públicos o contratados en el marco de un contrato de consultoría siguiendo el método de selección de consultores individuales del Manual de Adquisiciones del FIDA, o cualquier método de selección equivalente en el sistema nacional de adquisiciones que sea aceptable para el FIDA. La contratación del Personal Clave del Programa está sujeta a la revisión previa del FIDA al igual que el despido del Personal Clave del Programa. El Personal Clave del Programa está sujeto a una evaluación anual y la continuación de su contrato está sujeta a un desempeño satisfactorio. Todo contrato firmado para el Personal Clave del Programa deberá cumplir con la normativa laboral nacional o las Normas Internacionales del Trabajo de la OIT (la que sea más estricta) para satisfacer las condiciones de los PESAC actualizados del FIDA. Deberá evitarse la repetición de contratos de corta duración, a menos que se justifique adecuadamente en las circunstancias del Programa.

Márcos lógicos

Jerarquía de los resultados	Indicadores			Fuente de verificación	Supuestos
	Nombre	Medio término	Meta final		
Alcance	1 Número de personas que reciben los servicios promovidos o apoyados por el proyecto			Línea de base, revisión de medio término y evaluación final	
	Mujeres - Número	3 700	7 881		
	Hombres - Número	6 000	11 822		
	Jóvenes - Número	2 500	5 911		
	No jóvenes - Número	7 000	13 679		
	Número total de personas que reciben servicios - Número de personas	9 770	19 703		
	1.a Número correspondiente de hogares beneficiarios a los que se ha prestado apoyo			Línea de base, revisión de medio término y evaluación final	
	Hogares - Número	9770	19 703		
	Hogares encabezados por mujeres - Número	TBD	TBD		
	1.b Estimación correspondiente del número total de miembros del hogar			Línea de base, revisión de medio término y evaluación final	
	Miembros de los hogares - Número de personas	36 639	73 887		
	Personas beneficiadas por los servicios del programa			Línea de base, revisión de medio término y evaluación final	
	Beneficiarios de emprendimientos - Número de personas	2 500	5 000		
Beneficiarios de obras de infraestructura - Número de personas	9 770	19 703			
Beneficiarios de emprendimientos no-productivos - Número de personas	250	500			
Meta Mejorar las condiciones de vida de los pequeños productores y contribuir a la autosuficiencia alimentaria y la seguridad del país	1.2.8 Mujeres que declaran que la calidad de su dieta mejoró			Línea de base, revisión de medio término y evaluación final	
	Mujeres que declaran que la calidad de su dieta mejoró - Número	1 500	2 955		
	Incremento de los activos productivos agrícolas y no agrícolas de las familias beneficiadas			Línea de base, revisión de medio término y evaluación final	
Porcentaje de incremento de activos - Porcentaje	-	20			
Objetivo de desarrollo Aumentar los ingresos y la resiliencia de las familias más vulnerables al cambio climático en familias rurales de Chuquisaca, Cochabamba, La Paz, Potosí y Tarija	Número de personas que incrementan su resiliencia			Línea de base, revisión de medio término y evaluación final	Los pequeños productores tienen acceso oportuno a los servicios del programa
	Número total de personas - Número de personas*	13 110	15 762		
	Aumento promedio de ingresos			Línea de base, revisión de medio término y evaluación final	
Aumento promedio - Porcentaje	0	35			
Efecto directo C1. Los productores tienen la capacidad de innovar en sus sistemas de producción y desarrollar pequeños negocios de venta para diversificar sus ingresos.	1.2.4 Hogares que señalan haber logrado un aumento en la producción			Sistema de monitoreo del proyecto	Riesgo: Eventos climáticos extremos
	Hogares - Número*	3 000	4 500		
	3.2.2 Hogares que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista ambiental y resilientes al cambio climático				
	Hogares - Número*	7 800	15 762		
	Hogares que han diversificado su fuente de ingresos o su producción				
Hogares - Número*	3 000	4 500			

* Este indicador tiene también indicadores específicos para mujeres y jóvenes.

Producto 1.1 Los municipios y las comunidades invierten en infraestructura resistente que beneficia a sus sistemas de producción (incluye la protección de las fuentes de agua)	3.1.4 Hectáreas de tierra gestionadas teniendo en cuenta la resiliencia al cambio climático		Registro de obras ejecutadas por municipalidades	Las municipalidades proveen los recursos de contrapartida	
	Superficie en hectáreas - Superficie (ha)	5 700			12 000
	Número de municipalidades y comunidades apoyadas				
	Comunidades - Número	350			542
	Municipalidades - Número	35	35		
Producto 1.2. Pequeños productores organizados rurales apoyados para adaptar sus sistemas de producción en el contexto del cambio climático, priorizando productos clave para contribuir con la autosuficiencia alimentaria y la seguridad.	1.1.4 Personas capacitadas en prácticas y/o tecnologías de producción		Registro de participantes apoyados por el proyecto	-	
	Personas capacitadas en producción de cultivos - Número de personas*	4800			4 500
	2.1.3 Organizaciones de productores rurales apoyadas				
	Organizaciones de productores rurales apoyadas - Número	400			542
	Tamaño de las organizaciones de productores - Número de personas*	5 000	7 200		
Producto 1.3. Los productores rurales organizados (mujeres y jóvenes) generan pequeñas empresas locales y prestan servicios locales para diversificar los ingresos.	2.1.1 Empresas rurales que acceden a servicios de desarrollo empresarial		Registro de planes de negocios apoyados	-	
	Empresas rurales - Número	30			50
	Tamaño de las empresas rurales - Número de personas*	300			500
Efecto directo C2. Aumento de la capacidad de las instituciones públicas y privadas para prestar servicios dirigidos a mejorar las capacidades de resiliencia de los productores rurales.	Política 3 Leyes, reglamentos, políticas o estrategias existentes o nuevas propuestas a los encargados de formular las políticas para su aprobación, ratificación o modificación		Sistema de monitoreo del proyecto	-	
	Número - Número	0	5		
	Técnicos municipales, departamentales y del programa que obtienen certificados de adaptación al cambio climático y manejo de desastres		Reporte de progresos anuales del programa		
	Técnicos - Número	340	680		
Producto 2.1. Fortalecimiento de los servicios prestados por el Ministerio de Agricultura para reducir la vulnerabilidad del país al cambio climático.	3.1.2 Personas a quienes se prestan servicios de información sobre el clima		Línea de base, revisión de medio término y evaluación final	TIC disponibles para los productores rurales	
	Personas provistas de servicios de información climática - Número*	7 816	15 762		
Producto 2.2. Fortalecimiento de las capacidades de planificación de las instituciones para garantizar una respuesta institucional efectiva a los desafíos del cambio climático.	Política 2 Número de plataformas de múltiples partes interesadas que recibieron apoyo y están en funcionamiento		Reportes de reuniones	El programa es estable y genera interés en sus actividades	
	Número - Número	4	4		
	Número de instrumentos de planificación desarrollados para reducir el impacto del cambio climático y sus riesgos asociados a nivel local y regional		Estrategias regionales y locales aprobadas		
	Instrumentos de planificación - Número	35	35		
Producto 2.3. Mejora de los servicios públicos en todos los niveles para gestionar el riesgo y mejorar la adaptación al cambio climático.	3.1.1 Grupos que reciben apoyo para gestionar de manera sostenible los recursos naturales y los riesgos relacionados con el clima		Línea de base, revisión de medio término y evaluación final	-	
	Grupos que reciben apoyo - Número	350	542		
	Número de técnicos municipales, departamentales y del programa entrenados en adaptación al cambio climático y manejo de desastres				
	Técnicos - Número	340	680		

Anexo 3 - Matriz Integrada de Riesgos del Programa

Categoría de riesgo / Subcategoría	Inherente	Residual
Contexto nacional	Substancial	Moderado
Compromiso político	Substancial	Moderado
<p>Riesgo: El riesgo de que la situación política de un país se retrase o tenga la posibilidad de revertir decisiones y compromisos políticos fundamentales (en particular, la aprobación y la aplicación de leyes y reglamentos, y la entrega de la financiación de la contraparte en los plazos previstos) para garantizar el éxito del programa. Comprende, entre otras situaciones: rotación de autoridades nacionales, rotación de funcionarios públicos, o poca coordinación intersectorial (MDRyT, MMAyA, APMT, CT CONAN) a favor del sector agrícola.</p>		
<p>Medidas de mitigación: para mitigar el riesgo:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Constante relacionamiento con las contrapartes, tanto ejecutora (MDRyT) como supervisora (MPD) a fin de garantizar la coherencia en las acciones que tomen, pese a presiones, cambios de autoridades y cambios políticos. • Búsqueda constante con las Máximas Autoridades Ejecutivas, de compromisos con los programas de FIDA. 		
Gobernanza	Moderado	Bajo
<p>Riesgo: El riesgo de que en país muestre deficiencias en la gobernanza que puedan ir en detrimento de la ejecución del programa y la consecución de sus objetivos de desarrollo. Comprende la ausencia o deficiencia de los siguientes elementos: la separación de poderes, sistemas públicos de fiscalización, transparencia de la información sobre normas, reglamentos y decisiones gubernamentales a los diferentes niveles, normas para prevenir el fraude y la corrupción, y calidad y transparencia en la asignación de recursos para el desarrollo rural.</p>		
<p>Medidas de mitigación: Se ha establecido una modalidad de trabajo que garantiza una gobernanza apropiada de los programas y los proyectos.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Esta modalidad debe fortalecerse y mejorarse sobre todo en lo que hace a la estabilidad de los equipos núcleo que ejecutan los programas y proyectos. • La entidad ejecutora debe coordinar con los gobiernos departamentales y municipales para la generación de información, y la implementación de la asistencia técnica requerida por los productores de manera que se cumplan estándares de calidad. 		
Factores macroeconómicos	Substancial	Moderado
<p>Riesgo: El riesgo de que las políticas macroeconómicas (monetaria, fiscal, de gestión y sostenibilidad de la deuda y comerciales) no sean sólidas, no sean sostenibles o sean vulnerables a perturbaciones internas o externas (lo cual puede provocar, por ejemplo, altos niveles de inflación, un bajo nivel de reservas de divisas extranjeras, grandes déficits fiscales y sobreendeudamiento) y por ende socaven la</p>		

<p>capacidad del gobierno de movilizar fondos de contrapartida y afecten de forma considerable la dinámica de mercado de las cadenas de valor, incluidos los precios y márgenes de beneficio para los grupos objetivo del programa.</p>		
<p>Medidas de mitigación: Existe una tendencia hacia una crisis económica en el país, sin embargo, el compromiso político asumido para la reactivación económica y la ventaja comparativa que FIDA tiene respecto a otras agencias de cooperación o agentes bi o multilaterales es importante. El programa debe:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Realizar un seguimiento más riguroso a la aplicación de los fondos de contrapartida comprometidos. • Gestionar convenios oportunos con los municipios para la planificación de los recursos de contraparte en efectivo en los periodos de formulación de los Programas Operativos Anuales, principalmente para las inversiones en infraestructura resiliente. • Facilitar la complementariedad con otros programas de la Cooperación, fundaciones, ONGs nacionales e internacionales. 		
<p>Fragilidad y seguridad</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que el país sea vulnerable a perturbaciones naturales y causadas por el ser humano, entre otras, disturbios socio políticos, conflictos o estructuras e instituciones de gobernanza débiles.</p>		
<p>Medidas de mitigación: El país se encuentra en un proceso de transición política, atravesado por una crisis complicada que no ha sido superada del todo. Después de las elecciones generales y subnacionales el país cuenta con nuevas autoridades. Se debe trabajar en profundizar el modelo de trabajo (a través de unidades ejecutoras) desarrollado hasta ahora y profundizar sus niveles de trabajo autónomo a fin de minimizar posibles efectos de conflictos sociales.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Se debe analizar, en relación costo-beneficio, la implementación de oficinas regionales para los programas y proyectos como medida adicional de descentralización de las acciones. 		
<p>Estrategias y políticas sectoriales</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Armonización de políticas</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que las políticas y estrategias nacionales que se aplican al sector rural y agrícola de un país no sean lo suficientemente favorables a los pobres o no estén en consonancia con las prioridades del FIDA (por ejemplo, en materia de tierras, medio ambiente, clima, cuestiones de género, pueblos indígenas, nutrición, jóvenes y participación del sector privado), lo cual puede perjudicar la ejecución del programa y la consecución de sus objetivos de desarrollo.</p>		
<p>Medidas de mitigación: El país cuenta con un amplio marco normativo referido al sector rural en cuanto a tierra (Ley INRA 1715), productivo (Ley 144), cambio climático (Leyes 071, 300, 777, 602), Género (Ley 348), Jóvenes (Ley 342), Nutrición (Ley 775), Pueblos Indígenas (Constitución Política</p>		

<p>del Estado, adscripción al Convenio 196 de la OIT, Ley 450), siendo que el programa debe:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Planificar actividades para operativizar los lineamientos trazados en la normativa nacional, de acuerdo a los contextos socioculturales de las comunidades. • Implementar actividades e inversiones que resguarden el cumplimiento normativo de forma conjunta con autoridades locales. • Gestionar sinergias y concurrencias con otros programas y proyectos público y de la cooperación. 		
<p>Formulación y aplicación de políticas</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que las políticas y estrategias que se aplican al sector rural y agrícola de un país no estén sustentadas en datos empíricos, no sean representativas de las opiniones de las organizaciones que agrupan a las personas del medio rural, no estén lo suficientemente dotadas de recursos o apoyadas en marcos jurídicos y reglamentarios (por ejemplo los registros SENASAG para pequeños emprendimientos), o no sean sostenibles, lo cual puede perjudicar la ejecución del programa y la consecución de sus objetivos de desarrollo.</p>		
<p>Medidas de mitigación: Como se mencionó, el país cuenta con un amplio marco normativo para el sector rural, sin embargo, la brecha se encuentra en la reglamentación y adecuación del marco normativo a los niveles locales de los territorios, para su correspondiente operativización. No obstante, existen limitaciones en una normativa específica, referida a sellos y registros sanitarios para productos transformados en el área rural, siendo que la actual normativa mide con la misma vara tanto a empresas agroindustriales como pequeños emprendimientos. Por tanto, el programa debe:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Facilitar espacios de diálogo con el SENASAG-MDRyT, para revisar y ajustar la normativa para emprendimientos rurales de pequeños productores y de esta forma dinamizar la economía rural con la articulación de productos formales al mercado boliviano en diferentes niveles. • Generar rutas de aprendizaje e intercambios de experiencia que permitan generar reglamentaciones específicas en los ámbitos locales para contribuir con evidencias a las políticas del país. 		
<p>Contexto ambiental y climático</p>	<p>Moderado</p>	<p>Moderado</p>
<p>Vulnerabilidad del proyecto a las condiciones ambientales</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que las condiciones ambientales actuales o futuras o eventos extremos (por ejemplo, erosión de la tierra, salinidad, sedimentación, etc.) puedan tener efectos negativos considerables sobre la seguridad alimentaria y nutricional, la productividad agrícola, el acceso a los mercados, las cadenas de valor, o la incidencia de plagas y enfermedades, lo cual puede aumentar la vulnerabilidad o el deterioro de los medios de vida y ecosistemas de las poblaciones objetivo.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p>		

<p>- El mismo propósito del programa está orientado a hacer frente a las condiciones que provienen de la degradación de los recursos naturales (agua y suelo) y sus efectos sobre los medios de vida de los pobladores rurales.</p> <p>- Se debe, además de las mismas acciones diseñadas, complementar al programa con fondos ASAP+ que podrían profundizar aún más los resultados e impactos en términos de mejora de la resiliencia.</p>		
<p>Vulnerabilidad del proyecto a los efectos del cambio climático</p>	<p>Moderado</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que la variabilidad climática actual o futura o que los fenómenos climáticos extremos puedan tener efectos negativos considerables sobre la seguridad alimentaria y nutricional, la productividad agrícola, el acceso a los mercados, las cadenas de valor, la infraestructura o la incidencia de plagas y enfermedades, lo cual puede aumentar la vulnerabilidad o el deterioro de los medios de vida y ecosistemas de las poblaciones objetivo.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <p>- El mismo propósito del programa está orientado a hacer frente a las condiciones que provienen de las variabilidad climática y sus efectos sobre los medios de vida de los pobladores rurales.</p> <p>- Se debe, además de las mismas acciones diseñadas, complementar al programa con fondos ASAP+ que podrían profundizar aún más los resultados e impactos en términos de mejora de la resiliencia.</p>		
<p>Alcance del proyecto</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Pertinencia del proyecto</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que los objetivos y las intervenciones del programa no estén en total consonancia con las prioridades del FIDA o de desarrollo del país, o no sean lo suficientemente pertinentes o adecuadas a las necesidades y prioridades del grupo objetivo en toda la duración del programa.</p>		
<p>Medidas de mitigación: El diseño del programa fue con el gobierno boliviano a través del sector representado por el MDRyT y la consulta con actores locales (organizaciones productoras) para responder a las necesidades de garantizar la seguridad alimentaria del país mediante el incremento de la producción de alimentos claves y mejorar la economía de los agricultores. El diseño está acorde a las prioridades del FIDA. Las correspondientes medidas de mitigación a adoptar por FIDA son:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Realizar Misiones de Supervisiones anuales a las acciones del Programa a objeto de acompañar el proceso de ejecución. En las misiones de supervisión, se incorpora el seguimiento y evaluación a los Planes de gestión social y ambiental, que evaluará el cumplimiento a las medidas propuesta en el SECAP; respecto del seguimiento y evaluación a los aspectos climáticos, estos deberán evaluarse respecto de sus efectos e impactos en el objetivo de desarrollo. • Realizar una Misión de Evaluación de Medio Término y una Evaluación Final. El Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras MDRyT y la Unidad Ejecutora del Programa (UEP) y el FIDA 		

<p>realizarán una revisión de los avances efectivos y resultados logrados en el Programa, a través de un análisis detallado de cada uno de los componentes y actividades, para determinar el aporte efectivo en la consecución de los objetivos de desarrollo del Programa. Si se percibieran actividades que no están aportando al efecto esperado, éstas podrían ser modificadas o cambiadas. El informe de la RMT servirá para ajustar la orientación del Programa y eventualmente puede realizar recomendaciones de modificación al Convenio de Financiación si fuesen necesarias.</p>		
<p>Solidez técnica</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que determinados factores relacionados con el diseño técnico del programa (por ejemplo, un exceso de complejidad, un grado excesivo o insuficiente de ambición o capacidad de innovación, la falta de incorporación de enseñanzas extraídas y buenas prácticas, una justificación insuficiente de la sostenibilidad ambiental, económica y de la inclusión social, y una base analítica deficiente o no existente) o que un diseño excesivamente rígido perjudiquen la ejecución del programa y la consecución de sus objetivos de desarrollo.</p>		
<p>Medidas de mitigación: El diseño del programa está basado en aprendizajes de programas anteriores como ACCESOS. Por tanto, se recomienda a FIDA:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Realizar una Misión de arranque e internalización del programa al equipo de la Entidad Ejecutora del Programa. • Acompañar técnicamente en la evaluación del personal técnico administrativo a contratar por el programa, para velar por la calidad técnica y experiencia del recurso humano. • Realizar Misiones de Supervisiones anuales a las acciones del Programa a objeto de acompañar el proceso de ejecución en terreno con los usuarios. En las misiones incorporar el seguimiento y evaluación a los Planes de gestión social y ambiental (SECAP). • Realizar una Misión de Evaluación de Medio Término y una Evaluación Final. El Ministerio de Desarrollo Rural y Tierras MDRyT y la Unidad Ejecutora del Programa (UEP) y el FIDA realizarán una revisión de los avances efectivos y resultados logrados en el Programa, junto con las estrategias implementadas para evaluar posibles ajustes y recomendaciones de modificación al Convenio de Financiación si fuesen necesarias. • Facilitar la generación de alianzas público privadas, incluida las universidades, para mejorar la intervención del programa. 		
<p>Capacidad institucional de ejecución y sostenibilidad</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Mecanismos de ejecución</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que el organismo de ejecución del programa no posea los recursos, procesos o sistemas apropiados para gestionar el programa con eficacia (de conformidad con el convenio de financiación y todos los documentos jurídicos del FIDA pertinentes) y garantizar la consecución de los objetivos de desarrollo del programa. Comprende, entre otros, la falta de experiencia del organismo de ejecución por lo que respecta</p>		

<p>a los proyectos y procedimientos del FIDA (o de otro banco multilateral de desarrollo) y la falta de capacidad para coordinar o apoyar mecanismos de ejecución donde estén implicados varios organismos gubernamentales, diferentes niveles de gobierno (o entidades no gubernamentales) u organismos de financiación o donantes múltiples con procedimientos distintos y requisitos diferentes en materia de comunicación de la información.</p>		
<p>Medidas de mitigación: Evaluaciones realizadas a los programas han demostrado que la estrategia de implementación (a través de una entidad ejecutora) ha sido eficiente y efectiva. Se deben fortalecer los mecanismos ya establecidos y aplicar las lecciones aprendidas de los demás programas ejecutados.</p>		
<p>Mecanismos de seguimiento y evaluación</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que los procesos y sistemas de seguimiento y evaluación del organismo de ejecución sean débiles o ineficientes, lo cual puede traducirse en una capacidad limitada para supervisar, validar, analizar y comunicar los resultados, extraer enseñanzas y ajustar la ejecución con el fin de aprovechar las oportunidades y adoptar medidas correctivas oportunas.</p>		
<p>Medidas de mitigación: Los programas y proyectos ejecutados han contado con un sistema de seguimiento y evaluación. Se deberá fortalecer esta práctica y demandar que al inicio del programa se diseñe el sistema en base a los sistemas de programas pasados.</p>		
<p>Gestión financiera del proyecto</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Organización y dotación de personal del proyecto</p>	<p>Substancial</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: El mecanismo de contratación del personal "Consultores de Línea" no es idóneo para estos programas, no asegura estabilidad y permanencia de los equipos. La falta de estabilidad de los equipos ha dado lugar a importantes retrasos en la implementación de los proyectos como ACCESOS, PROCAMÉLIDOS.</p>		
<p>Medidas de mitigación: Con la finalidad de que el Programa cuente con los mejores recursos humanos posibles y se garantice estabilidad y permanencia de los equipos el programa: (i) Contratará una empresa externa especializada para la selección y evaluación de personal y solicitará no objeción al FIDA sobre los resultados de estos procesos; (ii) Cotratar el personal bajo modalidad, que garantiza estabilidad y que el personal goce de los beneficios sociales vigentes en el país, (iii) Los contratos serán suscritos por el tiempo que dure el Programa, sujetos a evaluación de desempeño al final de cada año fiscal; (iv) Y con el propósito de aprovechar la experiencia ganada del equipo financiero de la Unidad Ejecutora del Programa ACCESOS-ASAP siempre que tengan evaluación positiva durante el 2019, se recomienda re-contratar al equipo una vez que se estén disponibles los recursos del nuevo programa.</p>		
<p>Elaboración de presupuestos del proyecto</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>

<p>Riesgo: El presupuesto del Programa es elaborado conforme las Directrices que anualmente emite el Ministerio de Economía y Finanzas Públicas y es aprobado por el MDRyT y posteriormente puesto a consideración del MEF para la asignación de los recursos. Previo a la realización de cualquier gasto por la compra de un bien o un servicio, según la normativa boliviana debe haber una Certificación de Fondos (constancia de existencia de fondos) la misma que es preparada por el Programa y se solicita al MDRyT su aprobación. Las modificaciones presupuestarias también tienen el mismo trámite. Estos trámites no son ágiles y retrasa la ejecución. Además esta dependencia resta eficiencia al programa.</p>		
<p>Medidas de mitigación: La Unidad Ejecutora del Programa deberá funcionar con la independencia administrativa, técnica y financiera con la que es creada, lo que permitirá celeridad en los procesos y eficiencia y eficacia en el uso de los recursos.</p>		
<p>Flujo de fondos y desembolsos del proyecto</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: Para el manejo de los fondos del préstamo el Programa mantiene en la cuenta única del Tesoro una libreta específica para recibir los fondos del Monto Autorizado (Anticipo) y los recursos de los desembolsos solicitados; Y una cuenta operativa en bolivianos, desde la cual se atiende los pagos a proveedores, organizaciones beneficiarias y personal del Programa. Las dos cuentas funcionan dentro de la Cuenta Única del Tesoro CUT. Los Fondos de TGN (fondos de contraparte) son asignados a través de la asignación presupuestaria anual y se manejan a través de la cuenta CUT. El Programa prepara la programación de caja (flujo de fondos diarios, mensuales, anuales) mediante los cuales se obtiene el saldo disponible de las cuentas institucionales de la relación de ingresos - gastos que permite la programación de pagos, esto asegura el cumplimiento oportuno de las obligaciones por pagar.</p>		
<p>Medidas de mitigación: Sin medidas de mitigación</p>		
<p>Controles internos del proyecto</p>	<p>Substancial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo: El control interno está basado en las Normas de Control Interno emitidas por la Contraloría General del Estado las cuales son de aplicación obligatoria para todas las instituciones públicas. La Unidad de Auditoría Interna es la encargada de verificar su cumplimiento de manera periódica; Así como también uno de los productos que se solicita a la Auditoría Externa es la de emitir una carta sobre el cumplimiento del control interno.</p>		
<p>Medidas de mitigación: (I) Fortalecer el control de documentos de respaldo previo al pago. (ii) Capacitación al personal tanto de la oficina nacional, como de las oficinas regionales sobre las Normas de Control Interno; y (iii) Cumplimiento de las recomendaciones de la</p>		

Unidad de Auditoría Interna del MDRyT y de la Auditoría Externa respecto a las deficiencias del Control Interno.		
Presentación de información contable y financiera del proyecto	Moderado	Bajo
Riesgo: El Programa maneja el sistema gubernamental en línea SIGEP que trabaja en base al presupuesto y emite pagos en línea a proveedores, organizaciones y personal del programa, utilizan el clasificador presupuestario emitido por el Ministerio de Economía y Finanzas. Y el sistema VISUAL es específico para el Programa, que registra los movimientos contables por componente, categoría y fuente de financiamiento y emite estados financieros y permite la generación de las solicitudes de desembolsos al Fondo. El Plan de cuentas que utilizan es elaborado por el Programa. La base contable se rige por el principio del efectivo. El sistema de administración financiera se basa en las Normas Técnicas de Contabilidad Gubernamental. Los Estados Financieros sin auditar generalmente son presentados al FIDA con cierto retraso.		
Medidas de mitigación: Asegurar cierres contables mensuales, y mantener el sistema Visual al día, para poder generar reportes oportunos.		
Auditoría externa del proyecto	Substancial	Moderado
Riesgo: Las contrataciones de la Firma de Auditoría Externa realiza en base a la normativa de la Contraloría General del Estado. Los informes de auditoría en años previos para el portafolio FIDA han sido presentado con atrasos y deficiencias en calidad		
Medidas de mitigación: Aprobación de presupuestos idóneas para la contratación de la empresa auditora. Contratación oportuna de la empresa auditora con altos estándares de calidad.		
Adquisiciones y contrataciones	Substancial	Moderado
Marco jurídico y reglamentario	Substancial	Moderado
Riesgo: El riesgo de que la capacidad reglamentaria e institucional del prestatario y las prácticas correspondientes (incluido el cumplimiento de la legislación) no sean las adecuadas para realizar las adquisiciones y contrataciones en un modo que garantice el uso óptimo de los recursos con integridad.		
Medidas de mitigación: El último indicador PEFA, es del año 2017, lo que está reflejando puntuaciones que afectan negativamente la calificación de riesgo inherente en este aspecto, pudiendo haber mejorado la situación, sin embargo se establecen las siguientes medidas: • De forma agregada a nivel de país se observa el uso predominante de métodos de adquisición y contratación menos competitivos, aun cuando está conforme a lo establecido en la Norma Nacional. Esa situación ha mejorado. El Programa se asegurará como práctica procurar competitividad en todos los procesos en aras de garantizar la eficiencia del gasto, para ello será previsto en el MOP, este		

<p>principio, y establecido en los términos y condiciones particulares de cada proceso (Documentos Base de Contratación DBC/Términos de Referencia TDR).</p> <ul style="list-style-type: none"> • La plataforma SICOES actualmente integra todos los elementos del Sistema de Contrataciones del país desde la planificación hasta el cierre de contratos de forma y acceso público y transparente. El Programa se asegurará de difundir a los interesados, los mecanismos de acceso de información, a través de esta plataforma como una práctica que promueve la transparencia en los procesos, lo cual será previsto en el MOP y establecido en los términos y condiciones particulares de cada proceso (Documentos Base de Contratación DBC/Términos de Referencia TDR). 		
<p>Rendición de cuentas y transparencia</p>	<p>Substantial</p>	<p>Moderado</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que las disposiciones en materia de rendición de cuentas, transparencia y supervisión (incluidas las relativas a la recepción de quejas, por ejemplo, sobre casos de acoso, explotación y abusos sexuales y de corrupción y fraude) no sean las adecuadas para salvaguardar la integridad de las adquisiciones y contrataciones y el cumplimiento de los contratos en el ámbito del proyecto, lo cual puede dar lugar a que los fondos no se utilicen con los fines previstos, adquisiciones o contrataciones viciadas, casos de acoso, explotación y abusos sexuales o adquisiciones y contrataciones realizadas sin tener en cuenta los tiempos, costos y requisitos de calidad establecidos.</p>		
<p>Medidas de mitigación: El último indicador PEFA, es del año 2017, lo que está reflejando puntuaciones que afectan negativamente la calificación de riesgo inherente en este aspecto, pudiendo haber mejorado la situación, sin embargo se establecen las siguientes medidas:</p> <ul style="list-style-type: none"> • El programa definirá el mecanismo y los procedimientos a seguir por los interesados para la gestión de reclamaciones sobre adquisiciones y contrataciones que, dentro de las instituciones y recursos existentes, se aplicará en el caso de los procesos del Programa. Esta medida será prevista en el MOP e informada particularmente en cada proceso en los Documentos Base de Contratación DBC/Términos de Referencia TDR. • El programa definirá en el marco de la Ley 004 (anticorrupción) y el reglamento interno de la Unidad de Transparencia del MDRyT el mecanismo y los procedimientos a seguir por los interesados para recibir, identificar y realizar las investigaciones por denuncias de posibles actos de corrupción en los procesos de adquisición y contratación, para que puedan ser remitidos a las instancias correspondientes. Esta medida será prevista en el MOP e informada particularmente en cada proceso en los Documentos Base de Contratación DBC/Términos de Referencia TDR. 		
<p>Capacidad en adquisiciones y contrataciones públicas</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgos: El riesgo de que el organismo de ejecución no cuente con procesos, procedimientos y sistemas sólidos ni con personal bien formado para la administración, supervisión y gestión de los contratos, lo cual puede provocar efectos negativos en los resultados de desarrollo del programa.</p>		

<p>Medidas de mitigación:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contratar al Analista de Adquisiciones previsto en la estructura del Programa. - Asegurar que el Administrador Nacional del Programa cumple con el perfil establecido en el MOP y cuente con amplia experiencia en Adquisiciones y contrataciones, para orientar al Analista y liderar adecuadamente el área. - Desarrollar las capacidades en adquisiciones y contrataciones sobre las Directrices de Adquisiciones del FIDA, el Manual de Adquisiciones del FIDA, y su adaptación al contexto del programa en el marco de la aplicación de la Normativa Nacional y mejores prácticas a nivel central y territorial. 		
<p>Procesos de adquisición y contratación pública</p>	<p>Ningún riesgo previsto - no aplica</p>	
<p>Impacto ambiental, social y climático</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Conservación de la biodiversidad</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que el programa imponga amenazas importantes a la biodiversidad, la disponibilidad de alimentos nutritivos diversificados, los ecosistemas y los servicios del ecosistema o los territorios de pueblos indígenas, u ocasione la pérdida de estos, o bien pueda dar lugar a un uso o una producción no sostenibles de los recursos naturales vivos.</p>		
<p>Medidas de mitigación:</p> <ul style="list-style-type: none"> - El programa tiene el objetivo de que los pequeños productores, campesinos e indígenas, gestionen de forma sostenible sus recursos y activos, basados en la agrobiodiversidad local y el valor nutricional de los alimentos. Para ello el programa, en el marco de las leyes 144, 777 deberá: - Promover y concertar la planificación territorial con enfoque de gestión de recursos naturales, gestión del patrimonio alimentario, educación y diversificación nutricional, y de adaptación al cambio climático. - Los emprendimientos a cofinanciar deberán responder a las necesidades y oportunidades de fortalecer la producción primaria y transformación de la agrobiodiversidad local, basados en la sostenibilidad ambiental y social de las comunidades y organizaciones productivas. - Articular programas, proyectos o acciones que contribuyan a la restauración y/o restitución de funciones ambientales clave y/o elementos de la biodiversidad que hagan a los sistemas productivos más resilientes. 		
<p>Eficiencia del uso de los recursos y prevención de la contaminación</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que el programa provoque una contaminación considerable del aire, el agua y la tierra y ocasione un uso ineficiente de recursos finitos que pueda amenazar a las personas, los servicios del ecosistema y el medio ambiente a escala local, regional y mundial.</p>		
<p>Medidas de mitigación: - El programa integra en su diseño actividades de gestión eficiente de los recursos naturales para</p>		

<p>la sostenibilidad de los sistemas productivos, debiéndose tomar las siguientes medidas:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promover e integrar en los proyectos/planes productivos, buenas prácticas de gestión ambiental para conservar, proteger y hacer un uso sostenible de los recursos suelo, agua y agrobiodiversidad, para que la producción de los cultivos sea sostenible en el tiempo. - Articular acuerdos en los territorios municipales con actores públicos (programas), ONGs y cooperación, dedicados al manejo sostenible de sistemas productivos agroecológicos. - Articular programas, proyectos o acciones que contribuyan a la investigación en reducción de la contaminación por agroquímicos y otras fuentes. <p>Promover la aplicación de prácticas productivas que conserven el suelo y reduzcan al máximo el riesgo de erosión.</p>		
<p>Patrimonio cultural</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que el programa cause una degradación importante de los recursos culturales o físicos, incluidas las amenazas a recursos de importancia histórica, religiosa o cultural, o la pérdida de estos.</p>		
<p>Medidas de mitigación: El programa debe:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incluir en el proceso de planificación territorial comunal, la identificación de recursos culturales intangibles o tangibles, para su correspondiente gestión y articulación a actores clave del Estado para su protección, recuperación, mantenimiento y conservación. 		
<p>Pueblos indígenas</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que el programa cause efectos físicos, sociales o económicos negativos importantes en los pueblos indígenas, o de que imponga amenazas a recursos que tienen una importancia histórica o cultural para ellos u ocasione su pérdida.</p>		
<p>Medidas de mitigación: El país cuenta con un marco normativo que reconoce y protege los derechos de los pueblos indígenas, siendo que el programa debe:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Socializar los beneficios del Programa a los grupos objetivos, campesinos e indígenas, con énfasis en mujeres y jóvenes, para que analicen, generen acuerdos y tomen decisiones en base a la información proporcionada. • Promover la planificación territorial participativa e inclusiva con los campesinos e indígenas, la gestión de los recursos de sus territorios, velando las salvaguardas socioculturales, la gestión sostenible de los recursos naturales, la gestión del patrimonio alimentario, educación y diversificación nutricional, y de adaptación al cambio climático. • Facilitar procesos de participación de diferentes actores vinculados a los territorios, para movilizar conocimientos, opciones tecnológicas y servicios acordes a los contextos socioculturales y productivos de los pequeños productores e indígenas 		
<p>Condiciones laborales y de trabajo</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo:</p>		

<p>El riesgo de que el programa dé lugar a prácticas de explotación laboral (como el trabajo forzado o el trabajo infantil), violencia de género y condiciones de trabajo discriminatorias, insalubres y poco seguras para las personas que trabajan específicamente en relación con el programa, incluidos terceros y proveedores primarios.</p>		
<p>Medidas de mitigación: Bolivia está adherida a los convenios internacionales de la OIT, por tanto:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Integrar en los contratos las normas laborales referidas a las reparaciones de reclamos de trabajadores y subcontratistas y además velar situaciones de explotación, acoso laboral y abuso sexual. • Deberá implementar en su página web, un enlace que permita efectuar denuncias de procesos de contrataciones poco transparentes, acoso laboral y abuso sexual, las mismas deberán ser investigadas de oficio por las instancias correspondientes. • Inscribir fondos para recursos humanos en la partida 100, para que el personal goce de los siguientes derechos laborales: un salario homologado a la escala salarial del MDRyT, incrementos salariales dispuestos por el gobierno, aguinaldos, vacaciones, seguro de salud y seguro de vida y otros beneficios que señalan las leyes vigentes en el país. Los contratos con el personal serán suscritos por tiempo que dure el Programa, sujetos a evaluación de desempeño al final de cada gestión. 		
<p>Salud y seguridad comunitarias</p>	<p>Bajo</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que el programa cause consecuencias negativas importantes en el estado de salud o la seguridad física, mental, nutricional o social de una persona, un grupo o una población, como resultado de, entre otras cosas, la violencia de género.</p>		
<p>Medidas de mitigación: El programa tiene por objetivo fortalecer los medios de vida. Sin embargo, existe la probabilidad de pérdidas económicas por plagas, implicando que algunos agricultores hagan uso de insecticidas para controlar las plagas. Por tanto, el programa debe:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promover estudios y medidas de mitigación vinculadas a salud y nutrición, en el marco de investigaciones e innovaciones que abordará el Programa a través del Fondo de Innovación. • Promover la inclusión efectiva de mujeres y jóvenes en las diferentes actividades del programa. • Promover el cumplimiento del marco normativo a favor de la igualdad de género y oportunidad para jóvenes, tanto para el personal del programa como para los grupos usuarios. 		
<p>Reasentamiento físico y económico</p>		<p>Ningún riesgo previsto - no aplica</p>
<p>No aplica</p>		
<p>Emisiones de gases de efecto invernadero</p>		<p>Ningún riesgo</p>

		previsto - no aplica
El programa no considera actividades ni inversiones para un aumento considerable de las emisiones de gases de efecto invernadero, por tanto, no aplica.		
Vulnerabilidad de las poblaciones objetivo y los ecosistemas a la variabilidad y las amenazas climáticas	Moderado	Bajo
Riesgo: El riesgo de que el programa aumente considerablemente la exposición o la vulnerabilidad de los medios de vida de las poblaciones objetivo, los ecosistemas, los activos económicos o la infraestructura a la variabilidad y las amenazas climáticas.		
Medidas de mitigación: El programa tiene como objetivo incrementar los ingresos de los pequeños productores rurales más vulnerables y aumentar su resiliencia frente a los impactos del cambio climático. El Programa ha previsto en el componente 1, la cofinanciación de infraestructuras resilientes, los cuales pueden tener algunos impactos ambientales y sociales relativamente adversos por el cambio del paisaje, no obstante, la planificación e implementación de las mismas será analizada y aprobada con las partes interesadas para reducir los posibles impactos ambientales y sociales. Por tanto, el programa ya considera: <ul style="list-style-type: none"> • Evaluar en las inversiones a cofinanciar, los niveles de vulnerabilidad de los medios de vida de la población objetivo, la vulnerabilidad ambiental y exposición física a los riesgos climáticos, para gestionar posibles riesgos y medidas. La categoría de riesgo social y ambiental, de acuerdo al análisis efectuado en el diseño del programa es B, requiriéndose implementar el Plan de Gestión Ambiental y Social (ESMP). Promover e integrar en los proyectos/planes productivos, buenas prácticas de gestión ambiental para conservar, proteger y hacer un uso sostenible de los recursos suelo, agua y agrobiodiversidad, para que la producción de los cultivos sea sostenible en el tiempo. 		
Partes interesadas	Moderado	Bajo
Participación y coordinación de las partes interesadas	Moderado	Bajo
Riesgo: El riesgo de que no se haya definido claramente a las partes interesadas, o de que la información difundida, la consulta y coordinación con las partes y la participación de las mismas en la aprobación de los objetivos del programa, la ejecución de las intervenciones y la promoción de buenas prácticas ambientales y sociales (por ejemplo, con gobiernos, grupos objetivo del programa, organizaciones de la sociedad civil, asociados en la ejecución, sector privado, incluidos intermediarios financieros) no sea adecuada o suficiente, lo cual puede dar lugar a que las partes lleguen a interpretaciones erróneas o muestren oposición, o provocar duplicación o incongruencias entre asociados que trabajan en la misma zona objetivo que puedan perjudicar la ejecución del programa y la consecución de sus objetivos de desarrollo.		
Medidas de mitigación: Las partes interesadas, pequeños productores y Gobierno, no tienen oposición al presente Programa, siendo más bien acogido por su pertinencia, para		

<p>fortalecer las necesidades de adaptación de los sistemas productivos de los productos claves priorizados por el propio Gobierno. La implementación del programa constituirá una fuente de capacidades institucionales fortalecidas y de gestión de medidas de adaptación de los sistemas productivos con potencial para ser escalados (sobre la base del programa ACCESOS) en otros contextos del país.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Se debe continuar con la comunicación con las partes interesadas con las prácticas que se han desarrollado hasta la fecha. 		
<p>Reclamaciones de las partes</p>	<p>Moderado</p>	<p>Bajo</p>
<p>Riesgo: El riesgo de que el programa no cuente con procesos eficaces de resolución de reclamaciones y quejas (entre otros, con respecto a denuncias de incumplimiento de las normas ambientales, sociales y climáticas del FIDA, fraude, corrupción o casos de explotación y abusos sexuales), lo cual puede dar lugar a que las quejas de las partes queden desatendidas, perjudicando de esta manera la ejecución del programa y la consecución de sus objetivos de desarrollo.</p>		
<p>Medidas de mitigación: El diseño del programa ya considera un mecanismo para el reclamo de partes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deberá implementar en su página web, un enlace que permita efectuar denuncias de procesos de contrataciones poco transparentes, acoso laboral y abuso sexual, incluyendo denuncias de incumplimiento de normas ambientales, sociales y climáticas, las mismas deberán ser investigadas de oficio por las instancias correspondientes. • De parte de FIDA, estarán las misiones de supervisión y acompañamiento al programa con la Misión de Revisión de Medio Término para verificar avances, y la verificación del cumplimiento de las salvaguardas sociales, ambientales y climáticas, con una actitud de escucha activa con todas las partes. 		